



Turquie: situation socio-économique des femmes kurdes sans réseau social qui retournent en Turquie

Papier thématique

Anja Baudacci

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 30-1085-7




Member of the European
Council on Refugees and Exiles

Berne, 26 novembre 2015

Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 30-1085-7

AUTEURE

Anja Baudacci


TRADUCTION

Richard Greiner

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2015  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Triple stigmatisation d'une femme seule kurde	1
2.1	Statut social des femmes	1
2.2	Violences envers les femmes	2
2.3	Discrimination des membres de la minorité kurde	4
2.4	Situation socio-économique précaire des femmes kurdes sans réseau social	5
3	Accès à l'emploi	6
3.1	Situation générale du marché du travail	6
3.2	Difficile accès au marché du travail pour les femmes	6
3.3	Difficile accès au marché du travail pour les personnes d'ethnie kurde dans l'ouest de la Turquie	8
3.4	Soutien étatique pour l'accès au marché du travail	9
3.5	Soutien non étatique pour l'accès au marché du travail	12
4	Accès au logement	13
4.1	Situation générale sur le marché du logement	13
4.2	Accès au logement pour une femme kurde sans réseau social dans une ville de l'ouest de la Turquie	13
4.3	Assistance étatique pour l'accès au logement	14
5	Accès à l'aide sociale et d'autres soutiens étatiques pour assurer les moyens de subsistance et les bases d'existence	15

1 Introduction

Situation: une ressortissante turque d'origine ethnique kurde a quitté la Turquie il y a quelques années et a été mariée religieusement à l'étranger avec un homme choisi par sa famille. Elle l'a quitté après quelques mois. En Turquie, elle a été scolarisée pendant huit ans, mais n'a complété aucune formation professionnelle. Elle n'a pas de parents/connaissances en Turquie qui pourraient l'aider à prendre un nouveau départ dans ce pays.

Les questions suivantes sont extraites de la demande à l'analyse-pays de l'OSAR:

1. Comment se présente l'accès au marché du travail pour les femmes seules d'origine kurde retournant en Turquie sans formation professionnelle?
2. A quoi ressemble l'accès au logement pour les femmes seules kurdes retournant en Turquie?
3. Quel accès à l'assistance sociale et à d'autres aides étatiques les femmes seules kurdes retournant en Turquie ont-elles afin de se procurer les moyens de subsistance nécessaires à établir leur base d'existence?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR observe les développements en Turquie depuis plusieurs années.¹ Les informations qui nous ont été transmises par des spécialistes² ainsi que nos propres recherches nous permettent de prendre position sur les thèmes précités de la manière suivante:

2 Triple stigmatisation d'une femme seule kurde

2.1 Statut social des femmes

Structure sociale patriarcale. Comme il a déjà été mentionné dans le papier thématique de l'OSAR du 23 octobre 2013 sur les violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie³, la société du centre et de l'est de la Turquie suit traditionnellement une forte structure patriarcale. Surtout dans les régions rurales conservatrices de Turquie, les femmes n'occupent pas un rôle à part égale. De par l'exode rural, de nombreuses familles vivant désormais dans les villes suivent les traditions

¹ www.osar.ch/pays-dorigine.

² Conformément aux normes COI, l'OSAR utilise des sources publiquement accessibles. Si elle ne trouve pas d'information pendant la période limitée que dure sa recherche, elle fait appel à des experts-e-s. L'OSAR cite ses sources de façon claire et transparente. Pour des raisons de protection des sources, certaines personnes de contact peuvent être citées sous couvert d'anonymat.

³ Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Turquie: violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie, 23 octobre 2013, p. 17.

patriarcales.⁴ L'identité des femmes est par ailleurs souvent définie par une politique dominée par les hommes. Le corps de la femme et la façon dont elle s'habille, porte le voile, et quel type de formation elle doit suivre sont des thèmes généralement abordés en leur absence. Elles se retrouvent en effet souvent exclues de ces discussions.⁵ La Turquie fait en outre face à une montée du conservatisme religieux qui remet en cause les droits acquis par les femmes.⁶ Dans les médias, les femmes continuent d'être présentées de manière négative et le discours est encore et toujours dominé par les hommes.⁷

Pas d'égalité des chances ni de droits entre les hommes et les femmes. En Turquie, les femmes souffrent encore de discriminations publiques et dans la société.⁸ Le pays est classé au 125^{ème} rang sur 142 pays examinés dans le cadre du *Global Gender Gap Index* du Forum économique mondial de 2014. La rhétorique des hommes politiques haut placés, dont le président turc Recep Tayyip Erdogan, lequel est d'avis que l'égalité entre hommes et femmes est contraire à la nature⁹ et que les femmes devraient au moins avoir trois enfants, est une expression supplémentaire de l'attitude conservatrice très répandue à l'égard de la répartition des rôles.¹⁰ Comme déjà décrit dans le papier thématique de l'OSAR du 23 octobre 2013 sur les violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie, l'égalité devant la loi a été introduite en Turquie par *Mustafa Kemal Atatürk* en 1926 déjà. Par conséquent, les femmes et les hommes sont en principe égaux en droits en vertu de l'article 10 de la Constitution. Le code civil de 2011 confirme cette position. La réalité sociale en termes d'égalité des chances et d'égalité des droits pour les femmes reste cependant à la traîne dans la plupart des régions de Turquie derrière ces progrès légaux qui sont demeurés théoriques.¹¹

2.2 Violences envers les femmes

La violence contre les femmes reste un problème majeur. Les violences à l'encontre des femmes, y compris les mariages précoces et forcés, restent encore très répandues, bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles à cet égard.¹² Les crimes d'honneur constituent toujours un problème important, surtout dans le sud-est rural du pays, ainsi que dans les grandes villes parmi les familles migrantes provenant de

⁴ Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF), Geschlechtsspezifische Verfolgung in ausgewählten Herkunftsländern, avril 2010, p. 209: https://www.ecoi.net/file_upload/4232_1412928833_deutschland-bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-geschlechtsspezifische-verfolgung-in-ausgewaehlten-herkunftslaendern-april-2010.pdf.

⁵ Selma Acuner, Gender and Development in Turkey, in *Turkish Policy Quarterly*, Winter 2013, Volume 11, Number 4, 25 février 2013, p. 78: www.turkishpolicy.com/dosyalar/files/vol_11-no_4%20acuner.pdf.

⁶ Ibid., p. 77.

⁷ European Commission (EC), Turkey 2012 Progress Report, 10 octobre 2012, p. 26: http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2012/package/tr_rapport_2012_en.pdf.

⁸ US Department of States (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2014 – Turkey, 25 juin 2015, p. 47: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2014/eur/236586.htm.

⁹ Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Gleichberechtigung von Mann und Frau ist «unnatürlich», article du 24 novembre 2014: www.nzz.ch/international/europa/gleichberechtigung-von-mann-und-frau-ist-unnatuerlich-1.18431210.

¹⁰ Freedom House, Freedom in the World 2015 – Turkey, 28 janvier 2015.

¹¹ BAMF, Geschlechtsspezifische Verfolgung in ausgewählten Herkunftsländern, avril 2010, p. 208.

¹² EC, Turkey 2014 Progress Report, 8 octobre 2014, p. 55: http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2014/20141008-turkey-progress-report_en.pdf.

ces régions. Les organisations de défense des droits humains attirent l'attention sur le nombre demeurant élevé de crimes d'honneur non déclarés et sur l'insuffisance des enquêtes de police.¹³ *Mor Çatı (Purple Roof)*, une organisation engagée dans la lutte contre les violences envers les femmes, estime que chaque jour, trois femmes sont tuées par des hommes de leur entourage proche (mari, ami, ex-compagnon et autres).¹⁴ L'acceptation sociale de la violence domestique conduit fréquemment à des incidents non signalés de violence spécifique au genre. Les juges avancent encore et toujours le «consentement», les «provocations inadmissibles» et les «apparences plus âgées» comme motifs justifiant l'atténuation des peines lors de crimes sexuels.¹⁵ Dans le papier thématique de l'OSAR du 23 octobre 2013 relatif aux violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie, il a déjà été fait référence aux discriminations juridiques dont souffrent les veuves mariées religieusement et les femmes divorcées, ainsi qu'au danger couru par les femmes kurdes divorcées d'être victimes de crimes d'honneur.¹⁶

Insuffisance des mesures étatiques contre les violences envers les femmes. La mise en œuvre de la loi sur la protection de la famille et sur la prévention des violences à l'encontre des femmes ratifiée en 2012 reste insuffisante et la protection correspondante demeure donc déficiente. Selon certaines informations, des femmes touchées ont ainsi été assassinées alors qu'elles étaient sous protection judiciaire. Il y a en outre trop peu de places dans les maisons d'accueil pour femmes pour les victimes de violence domestique.¹⁷ Selon la législation en vigueur, toutes les communes métropolitaines et les communes comprenant plus de 100'000 habitants devraient avoir un foyer accueillant les femmes victimes de violences domestiques. En 2014, il n'y avait cependant que 123 maisons d'accueil pour femmes avec une capacité totale de 2190 places. Le gouvernement exploite 90 de ces foyers, les communes 32; un seul foyer est dirigé par une ONG¹⁸. Des ONG consacrées aux femmes qui se sont montrées intéressées à l'idée d'ouvrir de telles maisons d'accueil ont échoué dans cette entreprise en raison du manque de soutien financier.¹⁹ En 2014, il n'existait encore aucune mesure de suivi pour les communes qui n'avaient pas encore érigé de maisons d'accueil pour femmes, contrevenant ainsi aux dispositions légales. Par ailleurs, outre les douze centres de prévention de la violence déjà existants, seules deux villes supplémentaires ont fait état de construction de tels centres.²⁰ L'insuffisance des mesures

¹³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2014, 25 juin 2015, p. 46.

¹⁴ morcati.org.tr, Long Live Women's Solidarity for a World without Shelters, sans date (consulté le 2 novembre 2015): www.morcati.org.tr/en/publications/brochures/193-long-live-women-s-solidarity-for-a-world-without-shelters.

¹⁵ EC, Turkey 2014 Progress Report, 8 octobre 2014, p. 55.

¹⁶ OSAR, Turquie: violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie, 23 octobre 2013.

¹⁷ Amnesty International (AI), Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Turkey, 25 février 2015: www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/turkey/report-turkey/.

¹⁸ Entre avril 2012 et mars 2013, deux maisons d'accueil pour femmes gérées par des ONG ont fermé leurs portes en raison du manque de moyens financiers. Source: USDOS, Trafficking in Persons Report 2013 – Turkey, 19 juin 2013.

¹⁹ EC, Turkey 2014 Progress Report, 8 octobre 2014, p. 55.

²⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2014, 25 juin 2015, p. 44; EC, Turkey 2014 Progress Report, 8 octobre 2014, p. 55.

de protection est traitée en détail dans le papier thématique de l'OSAR du 23 octobre 2013 relatif aux violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie.²¹

2.3 Discrimination des membres de la minorité kurde

Restrictions à la liberté d'expression et de réunion et discriminations sociales contre les personnes d'ethnie kurde. Selon diverses sources, les personnes appartenant à l'ethnie kurde ne peuvent se protéger contre les discriminations qu'en dissimulant leur identité.²² Si elles affirment ouvertement leur langue et culture kurde, elles sont victimes de discriminations publiques.²³ Selon l'*US Department of State* (USDOS) les restrictions à la liberté d'expression et de réunion restent un problème majeur en Turquie, et la population kurde en a particulièrement été affectée au cours de la période considérée.²⁴

Aussi des violences contre les hommes et les femmes kurdes en Turquie. Selon deux personnes de contact du *Kurdish Studies Network*²⁵, les Kurdes qui ne cachent pas leur identité risquent d'être arrêté-e-s, voire même tué-e-s dans le pire des cas.²⁶ *Amnesty International* rapportait le 22 septembre 2015 que selon des témoins, un jeune homme de 21 ans a par exemple été poignardé par un groupe nationaliste le 6 septembre 2015, après que ceux-ci l'aient entendu parler kurde au téléphone.²⁷ Un expert de la question signale aussi l'impunité dont bénéficient les auteurs d'attaques violentes contre les membres de l'ethnie kurde. Parmi les auteurs figurent aussi les groupes paramilitaires turcs, financés et formés par l'Etat, *Gendarmerie Intelligence and Antiterrorism Unit* (JITEM) et «*Kontrgerilla*», lesquels seraient responsables des exécutions extrajudiciaires de milliers de citoyennes et citoyens kurdes.²⁸

Nouvelles répressions contre les personnes kurdes depuis la récente flambée des hostilités. Depuis l'attentat terroriste perpétrés par l'organisation *Etat islamique* (EI) le 20 juillet 2015 dans la ville de Suruç, qui ont fait plus de 30 morts parmi les activistes pro-kurdes, le cessez-le-feu de deux ans entre le *Parti des travailleurs du*

²¹ OSAR, Turquie: violences contre les femmes kurdes dans le sud-est de la Turquie, 23 octobre 2013, à partir de p. 3.

²² Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), Turkey: Situation of Kurds in western cities such as Ankara, Istanbul, Izmir, Konya and Mersin; resettlement to these cities (2009 - May 2012) [TUR104096.E], 14 juin 2012: www.ecoi.net/local_link/220843/342285_de.html.

²³ Opinion d'expert d'Ethem Coban, coordinateur du *Kurdish Studies Network*, à l'OSAR du 27 octobre 2015; entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu, fondateur et coordinateur du *Kurdish Studies Network*, du 23 octobre 2015; IRB, Turkey: Situation of Kurds in western cities such as Ankara, Istanbul, Izmir, Konya and Mersin; resettlement to these cities, 14 juin 2012.

²⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2014, 25 juin 2015.

²⁵ Le *Kurdish Studies Network* (KSN) est un réseau mondial de recherche fondé en 2009 pour des chercheurs et scientifiques actifs dans le domaine de la kurdologie.

²⁶ Opinion d'expert d'Ethem Coban, coordinateur du *Kurdish Studies Network*, à l'OSAR du 27 octobre 2015; Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu, fondateur et coordinateur du *Kurdish Studies Network*, du 23 octobre 2015.

²⁷ AI, Turkey: Investigate recent nationalist attacks [EUR 44/2493/2015], 22 septembre 2015: www.amnesty.org/download/Documents/EUR4424932015ENGLISH.pdf.

²⁸ Opinion d'expert d'Ethem Coban, coordinateur du *Kurdish Studies Network*, à l'OSAR du 27 octobre 2015.

Kurdistan (PKK) et l'Etat turc a de facto pris fin.²⁹ Les rapports de meurtres et d'arrestations de partisan-e-s et membres du PKK³⁰, de vagues d'arrestations contre les activistes et politicien-ne-s kurdes³¹ ainsi que de répressions violentes contre les protestataires³² sont l'expression de nouvelles mesures répressives contre les personnes d'origine kurde. Depuis les élections parlementaires de juin 2015, plus de 500 bureaux du *Parti démocratique des peuples* (HDP) auraient en outre été brûlés et bombardés, et des partisan-e-s et sympathisant-e-s du parti auraient été attaqué-e-s.³³ *Amnesty International* a aussi signalé des attaques contre le HDP et des multiples attaques contre des personnes kurdes ou soupçonnées d'être kurdes dans toute la Turquie.³⁴

Violences contre des personnes de l'ethnie kurde sous prétexte de la lutte contre le terrorisme. Le *New York Times* mentionnait dans un article du 12 août 2015 que les autorités turques intervenaient plus activement contre les rebelles kurdes que contre les combattants de l'organisation terroriste EI depuis l'attentat-suicide de Su-ruç.³⁵ Des données compilées par la *Fédération internationale des droits de l'homme* (FIDH) et la *Human Rights Association* (IHD) montrent qu'entre le 21 juillet et le 28 août 2015, 352 personnes ont été arrêtées, 33 d'entre elles font prétendument partie de l'organisation terroriste EI et quatre personnes sont affiliées à une structure parallèle. Toutes les autres personnes étaient des membres présumés de l'*Union des communautés du Kurdistan* (KCK) et du PKK.³⁶

2.4 Situation socio-économique précaire des femmes kurdes sans réseau social

Selon les déclarations de Welat Zeydanlioglu du *Kurdish Studies Network*, il est très difficile pour une femme seule kurde de survivre dans l'ouest de la Turquie sans le soutien d'un membre de sa famille ou de «*Hemsheris*» (personnes de son village ou de sa ville).³⁷ Pendant l'entretien téléphonique du 23 octobre 2015, il a souligné l'importance du réseau social pour la situation socio-économique d'une personne, en particulier pour les femmes. Une femme kurde serait triplement stigmatisée lorsqu'elle

²⁹ The New York Times (NYTimes), Why Turkey Is Fighting The Turks Who Are Fighting ISIS, article du 12 août 2015: www.nytimes.com/interactive/2015/08/12/world/middleeast/turkey-kurds-isis.html?_r=0.

³⁰ Deutsche Welle, Turkey arrests dozens of suspected IS and Kurdish PKK militants, article du 27 juillet 2015: www.dw.com/en/turkey-arrests-dozens-of-suspected-is-and-kurdish-pkk-militants/a-18609268; Anadolu Agency, Turkey: '771 PKK militants killed' since late July, article du 21 août 2015: www.aa.com.tr/en/s/578663--turkey-771-pkk-militants-killed-since-late-july.

³¹ NZZ, Zerschellte Hoffnung auf Frieden. Erdogans kurdisches Pulverfass, article du 19 août 2015: www.nzz.ch/international/naher-osten-und-nordafrika/erdogans-kurdisches-pulverfass-1.18598049.

³² Liberationnews.org, AKP of Turkey wages war against the Kurdish people, bombs Iraq and Syria, article du 30 juillet 2015: www.liberationnews.org/akp-of-turkey-wages-war-against-the-kurdish-bombs-iraq-and-syria/.

³³ Opinion d'expert d'Ethem Coban à l'OSAR du 27 octobre 2015.

³⁴ AI, Turkey: Investigate recent nationalist attacks, 22 septembre 2015; Welat Zeydanlioglu confirmait également que les personnes de l'ethnie kurde, ainsi que d'autres minorités et opposants au gouvernement étaient actuellement dans une situation particulièrement difficile.

³⁵ NYTimes, Why Turkey Is Fighting The Turks Who Are Fighting ISIS, article du 12 août 2015: www.nytimes.com/interactive/2015/08/12/world/middleeast/turkey-kurds-isis.html?_r=0.

³⁶ International Federation for Human Rights, Turkey: Rights groups strongly condemn escalating violence and human rights violations in counter-terrorism operations, 22 septembre 2015: www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/turkey/turkey-rights-groups-strongly-condemn-escalating-violence-and-human.

³⁷ Renseignement e-mail de Welat Zeydanlioglu à l'OSAR du 16 octobre 2015.

doit se débrouiller sans l'aide d'amis, de connaissances et de la famille et elle se trouvera dans une situation très compliquée.³⁸ Ethem Coban du *Kurdish Studies Network* est aussi d'avis qu'il est difficile pour une femme kurde qui retourne dans le pays sans réseau social de se construire une existence en Turquie (de l'ouest).³⁹

3 Accès à l'emploi

3.1 Situation générale du marché du travail

Faibles taux d'emploi. Le marché du travail turc se caractérise par un taux d'emploi relativement bas ainsi que par une urbanisation et l'éloignement de l'agriculture. L'économie, selon l'*Organisation internationale pour les migrations* (OIM), n'a que des capacités limitées pour la création de nouveaux emplois.⁴⁰ Selon le dernier *rapport d'avancement de l'UE* du 10 novembre 2015, le taux d'emploi stagne en Turquie et reste très bas avec 75 pourcent des hommes et 31.6 pourcent des femmes.⁴¹ En juin 2015, le taux de chômage était de 0.5 pourcent plus élevé que l'année précédente (à 9.6 pourcent). Le taux de chômage dans le secteur non-agricole a légèrement augmenté au cours de la même période, passant de 11.1 à 11.7 pourcent.⁴²

Large choix de main d'œuvre bon marché depuis l'arrivée de deux millions de réfugiés syriens. Depuis l'arrivée de deux millions de réfugiés syriens en Turquie, l'offre de main d'œuvre bon marché a soudainement augmenté et met particulièrement sous pression les employés peu qualifiés et mal payés.⁴³

3.2 Difficile accès au marché du travail pour les femmes

Plus bas taux d'emploi des femmes dans l'OCDE. En 2014, le taux d'emploi⁴⁴ des femmes seules se montait à 30.7 pourcent, des femmes mariées à 27.6 pourcent, des femmes divorcées à 39.7 pourcent et des veuves à 7.8 pourcent.⁴⁵ Selon un rapport commun de 2013 d'*Oxfam* et *TEPAV*, la fondation turque de recherche en politique économique, la Turquie aurait le taux d'activité des femmes⁴⁶ le plus faible de tous

³⁸ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015.

³⁹ Opinion d'expert d'Ethem Coban à l'OSAR du 27 octobre 2015.

⁴⁰ International Organization for Migration (IOM), Turquie – Country Fact Sheet 2014, août 2014, p. 14: www.bamf.de/SharedDocs/MI/Lo-DB/EN/Rueckkehrfoerderung/Laenderinformationen/Informationsblaetter/cfs_tuerkei-dl_en.pdf?__blob=publicationFile.

⁴¹ EC: Turkey 2015 Report, 10 novembre 2015, p. 52: http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2015/20151110_report_turkey.pdf.

⁴² Turkish Statistical Institute, Labour Force Statistics, June 2015, 15 septembre 2015: www.turkstat.gov.tr/PreTablo.do?alt_id=1007.

⁴³ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015; Al-Monitor, Syrian refugees aggravate Turkey's unemployment problem, article du 9 juillet 2014: www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/07/ctingulec-syrian-refugees-turkey-unemployment-illegal-work.html.

⁴⁴ Femmes en âge de travailler occupant un emploi de manière formelle ou informelle.

⁴⁵ Turkish Statistical Institute, Labour Force Statistics: Employed rate by marital status, 2014: www.turkstat.gov.tr/PreIstatistikTablo.do?istab_id=1145.

⁴⁶ Femmes en âge de travailler, lesquelles travaillent ou sont en recherche d'emploi.

les pays de l'OCDE et le deuxième plus bas du groupe des vingt pays industrialisés et émergents les plus importants (G20).⁴⁷

Segmentation du marché du travail spécifique au genre. Le marché du travail turc est fortement segmenté selon le genre. Les femmes sont majoritairement représentées dans les secteurs à faibles qualifications et rémunérations.⁴⁸ Comme déjà mentionné, la concurrence dans ces secteurs a fortement augmenté en Turquie, en lien avec la crise actuelle des réfugiés.⁴⁹ Les inégalités et l'écart salarial entre les hommes et les femmes est très élevé. Les femmes sont généralement sous-représentées dans les postes de direction dans les entreprises et au gouvernement. Beaucoup d'entre elles travaillent sans rémunération ni protection sociale, venant en aide à des membres de la famille.⁵⁰ Selon la Commission européenne, un tiers des femmes apparaissant dans les statistiques comme étant actives travaillent en fait comme membres de la famille non rémunérées dans le secteur agricole.⁵¹

Seulement 21 pourcent de toutes les femmes ayant huit ans de formation scolaire sont actives, beaucoup dans le secteur informel. Le niveau de formation constitue le facteur décisif⁵² pour la participation des femmes dans la vie active.⁵³ Ainsi, 69 pourcent des femmes ayant suivi une formation supérieure ont un emploi. En Turquie, à peine 10 pourcent des femmes avaient cependant atteint ce niveau en 2012. A l'opposé, seules 21 pourcent de toutes les femmes ayant suivi seulement huit années d'école prennent part à la vie active. Par ailleurs, les femmes ayant achevé une formation supérieure sont plus actives dans le secteur formel que les femmes ayant un niveau de formation moins élevé. Selon le rapport d'Oxfam et TEPAV de 2013, ce sont principalement les femmes ayant une formation secondaire (huit ans), primaire (cinq ans) ou sans formation qui travaillent dans le secteur informel. Selon les estimations de Nebahat Akkoc, fondatrice de l'organisation œuvrant pour les femmes KAMER, une femme qui retourne en Turquie sans formation professionnelle et sans réseau social ne trouve souvent – avec beaucoup de chance – qu'un travail très mal payé, comme par exemple dans le nettoyage.⁵⁴

Le revenu probable ne suffit pas à assurer les moyens de subsistance. Selon *TurkStat Structure of Earnings Survey 2010*, les femmes actives qui ont suivi au mieux l'école primaire gagnaient en moyenne 10'519 liras turques (5059 euros) par an. Celles ayant suivi jusqu'à huit ans de formation scolaire gagnaient même encore

⁴⁷ OXFAM; TEPAV, *Making Economies Work for Women: Female Labour Force Participation in Turkey*, 2013, p. 4.

⁴⁸ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2014 – Turkey*, 25 juin 2015, p. 48.

⁴⁹ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015.

⁵⁰ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2014 – Turkey*, 25 juin 2015, p. 48.

⁵¹ EC, *Turkey 2014 Progress Report*, 8 octobre 2014, p. 22.

⁵² La création d'emplois au cours des dernières années a surtout bénéficié aux diplômé-e-s d'écoles supérieures. Il est supposé qu'à l'avenir ce soient aussi essentiellement les offres d'emploi dans le secteur des services, exigeant une formation supérieure, qui vont augmenter. La plus petite progression est attendue pour les postes n'exigeant qu'un faible niveau d'éducation. Source: OXFAM; TEPAV, *Making Economies Work for Women: Female Labour Force Participation in Turkey*, 2013, p. 26.

⁵³ Ceci a aussi été confirmé par Welat Zeydanlioglu lors de l'entretien téléphonique du 23 octobre 2015.

⁵⁴ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

moins avec 10'470 liras turques (5072 euros).⁵⁵ Une employée de l'organisation turque œuvrant pour les femmes *KADAV (Foundation for Women's Solidarity)* estime qu'une femme sans formation professionnelle gagnerait au plus 350 à 400 euros par mois (722.5 à 825.6 liras turques), ce qui suffirait juste à couvrir le loyer mensuel moyen d'un logement dans une ville de l'ouest de la Turquie.⁵⁶ Nebahat Akkoc de *KAMER* relève aussi qu'une femme sans formation professionnelle ne pourra en aucun cas gagner suffisamment d'argent pour assurer son minimum vital.⁵⁷ Selon des estimations du *Turkish Statistical Institute*, les dépenses mensuelles des ménages turcs se montent en moyenne à 2848 liras turques (929 euros)^{58,59}

Situation sur le marché du travail différente entre l'ouest et l'est. La proportion de femmes sur le marché du travail turc diffère fortement tant entre les régions qu'entre les zones urbaines et rurales. Les régions occidentales sont plus industrialisées et développées que l'est du pays, où les activités agricoles de même que le taux d'emploi des femmes correspondant sont presque deux fois plus élevés que la moyenne nationale. Dans l'est, très peu de femmes sont employées dans le secteur non-agricole. Les taux les plus élevés d'emploi des femmes dans le secteur non-agricole sont en revanche recensés dans les régions plus marquées par l'industrie autour d'Istanbul et de la mer Egée.⁶⁰ Selon Nebahat Akkoc de *KAMER*, il serait cependant difficile partout en Turquie de trouver un emploi en tant que femme sans formation professionnelle.⁶¹

3.3 Difficile accès au marché du travail pour les personnes d'ethnie kurde dans l'ouest de la Turquie

Discriminations des personnes d'ethnie kurde dans l'ouest de la Turquie. Les personnes du groupe ethnique kurde sont régulièrement victimes de discriminations en termes d'opportunités d'emploi dans les régions de Turquie qui ne sont pas sous dominance kurde.⁶² Des Kurdes vivant à Istanbul alléguaient que leur accent les marginalisait socialement et culturellement et leur posait des difficultés pour trouver un travail et se construire une vie au sein de la population turque.⁶³ Des enseignants kurdes qui révèlent leur origine ne pourraient jamais obtenir un poste de direction

⁵⁵ OXFAM; TEPAV, Making Economies Work for Women: Female Labour Force Participation in Turkey, 2013, p. 26-29: www.c20turkey.org/uploads/OXFAM%20TEPAV%20Report.pdf.

⁵⁶ Renseignement e-mail d'une employée de KADAV à l'OSAR du 17 octobre 2015.

⁵⁷ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

⁵⁸ Selon les résultats de l'enquête sur le budget des ménages menée en 2014 par l'office des statistiques de Turquie, les frais d'hébergement et de location représentaient la plus grande part du total des dépenses de consommation en Turquie avec 24.8 pourcent, suivi par les dépenses en nourriture et boissons non-alcoolisées (19.7 pourcent). La proportion des dépenses de santé se situait à 2.1 pourcent, tandis que 2.4 pourcent des dépenses totales ont été consacrées aux services de formation.

⁵⁹ Turkish Statistical Institute, Household Consumption Expenditures, 2014, 5 août 2015: www.turkstat.gov.tr/PreHaberBultenleri.do?id=18630.

⁶⁰ OXFAM; TEPAV, Making Economies Work for Women: Female Labour Force Participation in Turkey, 2013, p. 11-13.

⁶¹ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

⁶² Renseignement e-mail de Welat Zeydanlioglu à l'OSAR du 16 octobre 2015.

⁶³ MRT-RRT – Australian Government – Migration Review Tribunal & Refugee Review Tribunal, Country Advice Turkey – TUR39341 – Arranged Marriage – Honour Killings – Kurdish Community – Istanbul – Legal Provisions – Police Protection – Community Attitudes – Women's Organisations – Relocation, 17 octobre 2011, p. 9: www.ecoi.net/file_upload/1788_1339521232_tur39341.pdf.

dans une école; les Kurdes seraient aussi confronté-e-s à de grandes difficultés pour fonder une entreprise, à défaut de trouver des personnes prêtes à leur louer des locaux.⁶⁴

Détérioration de la situation depuis la récente explosion du conflit. Depuis le dernier éclatement du conflit turco-kurde en juillet 2015, la situation économique des personnes d'ethnie kurde s'est encore dégradée dans l'ouest de la Turquie. Welat Zeydanlioglu du *Kurdish Studies Network* signalait par exemple les destructions récentes d'épiceries kurdes. Le climat politique actuel est aussi utilisé à dessein pour accuser les personnes d'ethnie kurde de soutenir le *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK), afin de les soumettre à des enquêtes policières de sorte de les pénaliser économiquement (et socialement). Les Kurdes se voient donc à l'heure actuelle d'autant plus obligé-e-s de cacher leur identité pour obtenir un emploi.⁶⁵

3.4 Soutien étatique pour l'accès au marché du travail

Mesures étatiques insuffisantes pour améliorer le taux d'emploi des femmes. La Turquie a signé les conventions de l'*Organisation internationale du travail* (OIT) pour l'amélioration de l'égalité et l'accès à l'emploi des femmes⁶⁶ ainsi que le 10 février 2009 la déclaration d'intention pour la promotion du travail décent.⁶⁷ La *Commission européenne* déplore toutefois de nombreuses lacunes dans la mise en œuvre et le suivi réglementaire de ces conventions et de la déclaration d'intention.⁶⁸ Selon diverses sources, l'accès des femmes au marché du travail est en outre principalement entravé par la ségrégation spécifique au genre des responsabilités domestiques, ainsi que par l'insuffisance des structures de garde d'enfants et des services d'encadrement pour les personnes âgées.⁶⁹

Succès limité des services publics de placement. L'office de l'emploi *İşkur* offre un service de placement.⁷⁰ Les femmes ne font pas partie d'un groupe prioritaire, contrairement aux personnes handicapées et aux anciens détenus.⁷¹ Des organisations de défense des femmes ont critiqué dans un rapport alternatif⁷² de mai 2011 le fait que les agences publiques de placement ne prennent aucune mesure spéciale visant à promouvoir l'emploi des femmes.⁷³ Le succès des mesures de placement

⁶⁴ IRB, Turkey: Situation of Kurds in western cities such as Ankara, Istanbul, Izmir, Konya and Mersin; resettlement to these cities (2009 - May 2012) [TUR104096.E], 14 juin 2012.

⁶⁵ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015.

⁶⁶ Conventions de l'OIT 100, 111, 122 et 142.

⁶⁷ International Labour Organization (ILO), ILO-Ankara, Equality and discrimination: www.ilo.org/an-kara/areas-of-work/equality-discrimination/lang--en/index.html.

⁶⁸ EC, Turkey 2014 Progress Report, 8 octobre 2014, p. 55.

⁶⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2014 – Turkey, 25 juin 2015; EC, Turkey Progress Report, octobre 2014, p. 41-42.

⁷⁰ IOM, Turquie – Country Fact Sheet 2014, août 2014, p. 14.

⁷¹ iskur.gov.tr, Job Seeker Registration, accédé le 23 octobre 2015: www.iskur.gov.tr/en-us/jobseeker/registration.aspx.

⁷² Rapport d'une ou de plusieurs organisations non-gouvernementales sur le processus de mise en œuvre d'une Convention de l'ONU auprès d'un Comité des Nations Unies correspondant.

⁷³ Executive Committee for NGO Forum on CEDAW and Women's Platform on the Turkish Penal Code, Shadow NGO Report on Turkey's Initial Periodic Report to the Committee on the Economic, Social and Cultural Rights for submission to the CESCR 46th Session, mai 2011, p. 7: www2.ohchr.org/english/bodies/ceschr/docs/ngos/WforWHR_Turkey_CESCRWG46.doc.

semble de surcroît assez réduit. Selon Nebahat Akkoc, fondatrice de l'organisation œuvrant pour les femmes *KAMER*, trois millions de femmes sans emploi attendraient d'être placées par l'*Işkur*.⁷⁴ Selon un article paru le 3 juillet 2010 sur *Today's Zaman*, seul un quart des personnes inscrites auprès de l'*Işkur* auraient été engagées l'année auparavant.⁷⁵ A Istanbul, 5013 femmes ont été engagées en 2009 avec l'aide de l'*Işkur* (sur un total de 20'741 nouveaux employés placés par l'*Işkur*), dans la province orientale Ağrı une seule femme et dans les provinces Artvin et Tunceli seulement six femmes.⁷⁶

Işkur dispense certes des cours de formation professionnelle pour des personnes sans emploi, mais ceux-ci n'ont aucun effet sur les chances d'embauche des participant-e-s. Une évaluation des cours de formation professionnelle de l'*Işkur* pour les personnes sans emploi menée par la *Banque mondiale* relevait que les effets sur la probabilité que les participant-e-s ayant suivi les cours examinés entre décembre 2010 et juin 2011 soient embauché-e-s étaient minimes. Les personnes ayant un faible niveau de formation semblent en outre être sous-représentées: 74 pourcent des stagiaires de l'*Işkur* avaient au moins terminé le collège (Highschool), ce qui n'était le cas que pour 42 pourcent de toutes les personnes en recherche d'emploi. Cela peut être attribué au fait que les participant-e-s doivent avoir achevé une formation scolaire de base⁷⁷, que beaucoup de cours sont destinés aux personnes ayant un niveau d'éducation moyen et qu'il est donné l'avantage – lorsque la demande est élevée – aux personnes ayant déjà une bonne éducation dans le cadre des cours proposés.⁷⁸

Projets étatiques promouvant l'emploi des femmes guère couronnés de succès et diversement critiqués. Le gouvernement a lancé différents projets visant à promouvoir le travail des femmes. Les résultats restent néanmoins très modestes. Jusqu'à 10'000 femmes ont certes participé aux cours de formation à l'emploi proposés dans le cadre du projet public «*Operation on Promoting Women Employment*» entre 2009 et 2013, seules 914 ont cependant trouvé un travail. 113 femmes sont devenues entrepreneuses et 631 ont accepté un emploi sous la forme d'un travail à domicile.⁷⁹ Dans le cadre des cours, les femmes semblent être principalement formées

⁷⁴ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

⁷⁵ Les taux les plus élevés de succès sont affichés par Istanbul (20'741 recherches de travail ayant abouti), suivi par Izmir (5522), Antalya (4733) et Ankara (4445). La province orientale Tunceli annonce le moins de réussite avec 36 personnes nouvellement employées.

⁷⁶ *Today's Zaman*, One out of every four IŞKUR applicants employed, article du 3 juillet 2010: www.todayszaman.com/business_one-out-of-every-four-i-skur-applicants-employed_214972.html.

⁷⁷ D'autres conditions sont être âgé-e de plus de 15 ans; disposer des compétences adaptées à l'emploi recherché; disposer des compétences requises par l'employeur; être inscrit comme chômeur. Source: iskur.gov.tr, Courses, sans date (consulté le 13 novembre 2015): www.iskur.gov.tr/en-us/jobseeker/courses.aspx.

⁷⁸ World Bank Human Development Sector Unit Europe and Central Asia Region, Turkey: Evaluating the Impact of Işkur's Vocational Training Programs, août 2013, p. ix – x: <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/08/19151577/turkey-evaluating-impact-iskurs-vocational-training-programs-vol-1-2-final-report>.

⁷⁹ G20, Employment Plan 2014 – Turkey, 2014, p. 20: www.g20.org/wp-content/uploads/2014/12/g20_employment_plan_turkey.pdf.

pour des postes mal payés. *KEIG*, une plateforme d'organisations indépendantes œuvrant pour les femmes,⁸⁰ critiquait ainsi ce projet et les divers programmes implémentés depuis 2008 de formation à l'entrepreneuriat («*entrepreneurship training*»), de garantie d'emploi («*employment-guaranteed training programs*») et de travaux publics temporaires («*temporary public employment services (TYÇP)*»), arguant que la division du travail liée au genre est maintenue. Les femmes sont principalement formées comme coiffeuses, couturières ou infirmières. Mais surtout, les programmes de formation n'ont en rien résolu le problème lié au fort taux de chômage. Ils n'ont ni aidé les diplômés effectivement dans la recherche d'emploi⁸¹, ni conduit à plus de postes fixes.⁸²

Impact imprécis des primes d'incitation. Depuis 2008, le gouvernement turc cherche à encourager l'emploi formel des femmes à base de primes d'incitation au détriment des emplois informels très répandus.⁸³ Les employeurs qui embauchent des femmes sans emploi inscrites auprès de l'*İşkur* ne doivent pas s'acquitter des cotisations d'assurance sociale pour ces nouvelles employées pendant une durée déterminée. L'efficacité de ces mesures reste jusqu'ici plutôt incertaine. Selon *TEPAV*, elles ont contribué de manière significative à l'augmentation du taux d'emploi des femmes dans le secteur non-agricole.⁸⁴ Selon un rapport du *KEIG* de 2013, seul un faible nombre de femmes ont toutefois pu bénéficier de ces ordonnances.⁸⁵

La politique exercée par le *Parti de la justice et du développement (AKP)* au pouvoir a un impact négatif sur l'emploi des femmes. Selon un article de *Bloomberg BNA* du 23 juillet 2015, c'est aussi principalement l'attitude conservatrice généralement répandue quant à la répartition des rôles entre les genres qui fait barrage à une augmentation du taux d'emploi des femmes.⁸⁶ Selon l'activiste Serap Güre Şenalp, coordinatrice de l'*Initiative for Women's Labor and Employment*, le parti conservateur *AKP* du président Erdogan aurait en ce sens un impact négatif sur l'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes. Outre les nombreuses déclarations misogynes des chefs du parti, la politique de l'*AKP* contribuerait au fait que de plus

⁸⁰ La plateforme *KEIG* a été fondée en 2006. Elle regroupe 32 organisations indépendantes œuvrant pour les femmes dans 16 provinces. La plateforme édite des publications dans le domaine de l'emploi et du travail des femmes et mène des activités. L'objectif principal est d'influencer les décisions politiques et de créer de nouvelles directives dans ce domaine, de sorte que les femmes puissent obtenir des emplois stables et fixes avec de bonnes conditions de travail. Source: www.keig.org/eng/icerik.aspx?id=1#sthash.yUWJlJru.dpuf.

⁸¹ De fortes différences régionales sont perceptibles. Selon des données de l'*İşkur* de 2011, 23 pourcent des femmes et 35 pourcent des hommes sont employés dans la région de Marmara; en revanche, seuls 8 pourcent des femmes et 20 pourcent des hommes le sont en Anatolie du sud-est. Source: *KEIG Platform, A Survey On the General Conditions Of Women's Employment in Turkey After the Prime Ministerial Circular No. 2010/14*, p. 18: www.keig.org/eng/raporlar.aspx?id=7#sthash.hGcsWNpE.dpuf.

⁸² *KEIG Platform, Women's Labour and Employment in Turkey: Problem Areas and Policy Suggestions II*, mai 2013, p. 24: www.keig.org/content/english/keig%20policy%20report%202013.pdf.

⁸³ Nommé «*Employment Package*», lequel est entré en vigueur en 2008 avec la loi 5763. Source: Council of Europe - European Committee of Social Rights: 4th National Report on the implementation of the European Social Charter submitted by the government of Turkey (Articles 1, 9, 15, 18, 20, 24 and 25 for the period 01/01/2007 – 31/12/2010) [RAP/RCha/TU/IV(2012)], 16 février 2012, p. 80.

⁸⁴ *OXFAM; TEPAV, Making Economies Work for Women: Female Labour Force Participation in Turkey*, 2013, p. 38.

⁸⁵ *KEIG Platform, Women's Labour and Employment in Turkey: Problem Areas and Policy Suggestions II*, mai 2013, p. 22.

⁸⁶ *Bloomberg BNA, Turkey: Traditional Gender Roles Keep Women at Home, Surveys Find*, article du 23 juillet 2015: www.bna.com/turkey-traditional-gender-n17179933866/.

en plus de femmes se livrent à des petits boulots et travaux occasionnels précaires («*casualization of female labour*»).⁸⁷ KEIG souligne également dans ses rapports de mai 2013 et septembre 2014 que l'augmentation du taux d'activité des femmes va de pair avec la montée de conditions et relations de travail plus flexibles et précaires.⁸⁸ La promotion de postes temporaires doit principalement servir à réduire le chômage des femmes et des jeunes, selon le gouvernement.⁸⁹ Ces mesures ne ciblent pas la transformation de la traditionnelle répartition du travail spécifique au genre, mais se centrent essentiellement sur la dérégulation du marché du travail et la flexibilisation des conditions de travail.⁹⁰

3.5 Soutien non étatique pour l'accès au marché du travail

Projets non coordonnés et souvent inefficients. Plusieurs organisations⁹¹ et coopératives proposent des projets aux femmes qui désirent participer à la vie active. Les activités offertes comprennent des cours dans le domaine du renforcement des capacités et compétences et en gestion d'entreprise. Les femmes peuvent également obtenir de l'aide pour la vente de leurs produits faits maison. Dans certaines provinces, les organisations œuvrant pour les femmes travaillent de concert avec les communes, qui mettent à disposition des lieux tels que la mairie pour la vente de produits. Selon une étude commandée par l'*Organisation internationale du travail* (OIT) sur l'emploi des femmes en Turquie, les marchandises produites dans le cadre de ces projets seraient souvent des excédents de production achetés par les communes pour être par la suite offerts aux visiteuses et visiteurs des projets. Ce sont principalement les entrepreneuses («*female entrepreneurship*») qui sont encouragées, que ce soit par des organisations de la société civile, des organisations internationales telles que l'OIT ou l'*Union européenne* (UE)⁹². Selon l'étude mandatée par l'OIT, les divers acteurs agissent de manière dispersée, peu systématique et dans la plupart des cas inefficace.⁹³ KEIG critique en outre que 90 pourcent de toutes les femmes indépendantes, y compris les entrepreneuses, travaillent sans couverture de sécurité sociale. Les activités entrepreneuriales des femmes sont encouragées, avec l'expectative que

⁸⁷ Today's Zaman, Turkish women still struggling to access employment market, article du 5 septembre 2015: www.todayszaman.com/anasayfa_turkish-women-still-struggling-to-access-employment-market_398272.html.

⁸⁸ KEIG Platform, Women's Labour and Employment in Turkey, in the Snare of Flexibilization and Informalization: An Analysis within the Frame of Policy Documents, septembre 2014, p. 13-16: www.keig.org/eng/raporlar.aspx?id=12#sthash.yGfViuO.dpuf.

⁸⁹ KEIG Platform, Women's Labour and Employment in Turkey, in the Snare of Flexibilization and Informalization: An Analysis within the Frame of Policy Documents, septembre 2014, p. 14.

⁹⁰ KEIG Platform, Women's Labour and Employment in Turkey: Problem Areas and Policy Suggestions II, mai 2013, p. 12.

⁹¹ Par exemple l'Association of Businesswomen – Adana (İŞKAD), la Foundation for Women's Solidarity (KADAV), l'Association of Female Entrepreneurs (KAGIDER) ou encore l'Association for Support and Training of Woman Candidates (KA-DER).

⁹² L'IOM Country Fact Sheet sur la Turquie de 2014 évoque ainsi sous le titre «projet pour le soutien des femmes entrepreneurs» un projet financé par l'UE qui assistait les «entrepreneuses et femmes qui veulent devenir entrepreneuses, dans la réalisation de leurs affaires» (source: IOM, Turquie - Country Fact Sheet 2014, août 2014, p. 22). Entre 2007 et 2009 (fin du projet), 11'571 femmes ont obtenu un certificat dans un des cours proposés, 255 ont fondé une entreprise (source: Council of Europe – European Committee of Social Rights: 4th National Report on the implementation of the European Social Charter submitted by the government of Turkey (Articles 1, 9, 15, 18, 20, 24 and 25 for the period 01/01/2007 – 31/12/2010) [RAP/RCha/TU/IV(2012)], 16 février 2012, p. 81-82).

⁹³ Gülay Toksöz pour l'office de l'OIT – Ankara, Women's Employment Situation in Turkey, 2007, p. 97-103: www.academia.edu/10202442/Womens_Employment_Situation_in_Turkey.

les entrepreneuses puissent concilier de meilleure manière leur vie professionnelle et familiale que les employées. On observe ici une fois de plus que la traditionnelle répartition des rôles est favorisée.⁹⁴

Selon les déclarations d'une employée de l'organisation œuvrant pour les femmes *KADAV (Foundation for Women's Solidarity)* du 17 octobre 2015, les ONG indépendantes actives pour les femmes ne peuvent offrir de l'aide aux femmes de retour que de manière limitée et spécifique au cas d'espèce.⁹⁵

4 Accès au logement

4.1 Situation générale sur le marché du logement

Loyers à Istanbul de loin les plus élevés. Les loyers en Turquie varient de ville en ville. Ils sont actuellement les plus élevés à Istanbul, Ankara et Izmir. Avec un tarif locatif de 18 liras turques (5.5 euros) par mètre carré, Istanbul est de loin la plus chère, suivie par Ankara et Izmir avec 8, Antalya avec 7 et Bursa avec 6 liras turques par mètre carré.⁹⁶

Pression sur le marché du logement dans les villes occidentales et dans l'est du pays liée à la crise des réfugiés. L'arrivée de deux millions de réfugiés en Turquie exerce une grosse pression sur le marché du logement turc. De nombreux réfugiés syriens se sont installés à Istanbul, ce qui a contribué à une forte augmentation des demandes de logement vide.⁹⁷ Dans l'est du pays, selon un article paru le 5 mars 2014 sur *Daily News*, les tarifs locatifs des maisons normalement très bon marché avec chauffage au poêle auraient augmenté de 100 à 300 liras turques à Kilis, de 150 à 400 liras turques à Şanlıurfa, et de 150 à 400 voire 500 liras turques à Gaziantep. Le loyer des maisons avec chauffage central a doublé dans ces villes, passant à 800 voire 1000 liras turques.⁹⁸

4.2 Accès au logement pour une femme kurde sans réseau social dans une ville de l'ouest de la Turquie

Réseau social important pour la recherche de logement. Outre les courtiers, avec l'aide desquels un logement peut être trouvé le plus rapidement selon l'*Organisation internationale pour les migrations* (OIM), les informations transmises par les familles et les connaissances seraient extrêmement utiles, d'après diverses sources, dans la

⁹⁴ KEIG Platform, *Women's Labour and Employment in Turkey: Problem Areas and Policy Suggestions II*, mai 2013, p. 23.

⁹⁵ Renseignement e-mail d'une employée de KADAV à l'OSAR du 17 octobre 2015.

⁹⁶ IOM, *Turquie – Country Fact Sheet 2014*, août 2014, p. 13.

⁹⁷ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015.

⁹⁸ *Daily News*, *Syrian refugee inflow doubles house prices in Turkish border cities*, article du 5 mars 2014: www.hurriyetaidailynews.com/syrian-refugee-inflow-doubles-house-prices-in-turkish-border-cities.aspx?pageID=238&nID=63204&NewsCatID=345.

recherche de logement.⁹⁹ Welat Zeydanlioglu et Ethem Coban du *Kurdish Studies Network* ont également souligné l'importance du réseau social pour la situation socio-économique d'une personne, en particulier pour une femme seule.¹⁰⁰

Recherche de logement plus difficile pour les personnes d'ethnie kurde dans les villes occidentales. Selon plusieurs sources, il arrive fréquemment dans les villes de l'ouest que des logements ne soient pas loués aux personnes d'origine kurde, bien que de nombreux Kurdes y vivent maintenant et qu'il soit possible de trouver un logement, surtout dans les banlieues et quartiers périphériques.¹⁰¹ Au regard du climat politique actuel, le risque est élevé, selon l'expert de la question kurde Welat Zeydanlioglu, que les personnes d'ethnie kurde soient à nouveau confrontées à plus de difficultés dans la recherche de logement.¹⁰²

Recherche de logement plus compliquée pour les femmes seules. Selon Nebahat Akkoc du *KAMER*, les bailleurs préfèrent ne pas louer de logements aux femmes seules, sauf dans les quartiers les plus huppés, où il faut s'attendre à un loyer mensuel allant de 300 (Diyarbakir) à 500 euros (Istanbul).¹⁰³

4.3 Assistance étatique pour l'accès au logement

Aucune aide à la recherche de logement pour les personnes de retour. Selon le *Country Fact Sheet 2014* de l'OIM, il n'y aurait pas de service de contact ni de possibilités d'assistance spécifiques pour les personnes de retour qui sont à la recherche d'un logement.¹⁰⁴

Foyers pour femmes réservés uniquement aux victimes de violence. Dans les maisons d'accueil pour femmes, les femmes victimes de violences physiques, sexuelles ou psychiques peuvent y trouver refuge temporairement pendant une période déterminée.¹⁰⁵ Les femmes peuvent y rester au maximum six mois, et elles ne reçoivent par la suite aucune aide lorsqu'elles en ressortent.¹⁰⁶

Trop peu de logements sociaux et critique à la gestion immobilière de l'Etat TOKİ. La régie immobilière publique TOKİ propose un programme de logements sociaux pour les personnes dans le besoin et les gens à faible et moyen revenu¹⁰⁷ qui

⁹⁹ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015; IOM, Turquie – Country Fact Sheet 2014, août 2014, p. 13.

¹⁰⁰ Renseignement e-mail de Welat Zeydanlioglu à l'OSAR du 16 octobre 2015; avis d'expert d'Ethem Coban à l'OSAR du 27 octobre 2015.

¹⁰¹ Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015; IRB, Turkey: Situation of Kurds in western cities such as Ankara, Istanbul, Izmir, Konya and Mersin; resettlement to these cities, 14 juin 2012.

¹⁰² Entretien téléphonique avec Welat Zeydanlioglu du 23 octobre 2015.

¹⁰³ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

¹⁰⁴ IOM, Turquie – Country Fact Sheet 2014, août 2014, p. 12.

¹⁰⁵ Ibid., p. 22.

¹⁰⁶ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015.

¹⁰⁷ Les bénéficiaires paient un acompte initial, puis effectuent ensuite un versement mensuel selon un calendrier de remboursement indexé (pour la plupart des projets, l'indice des salaires du secteur public est utilisé). Les bénéficiaires appartenant au groupe des personnes dans le besoin ne sont pas soumis au versement d'un acompte; ils doivent payer un montant mensuel d'environ 100 liras turques en moyenne pour une durée de 25 ans pour un logement de 45 à 65 mètres carrés.

n'ont pas les moyens de trouver un logement aux conditions du marché locatif actuel. Les personnes posant une telle requête ne peuvent ni posséder de bien immobilier, ni être assurées à un régime de sécurité sociale. La construction de logements sociaux pour les personnes indigentes est coordonnée par TOKİ et le *Ministry of Family and Social Policies – General Directorate of Social Benefits* (SYGM). TOKİ est responsable de la construction, le SYGM choisit les bénéficiaires et détermine les modalités de remboursement. En raison de la forte demande, le processus de sélection est effectué, selon TOKİ, sur la base d'une loterie supervisée par un notaire.¹⁰⁸

Le parti au pouvoir AKP a été critiqué pour avoir privatisé des immeubles publics par l'intermédiaire de la régie immobilière publique TOKİ. Une grande partie des maisons construites sur un terrain jadis public ne serait pas utilisée pour des logements sociaux, contrairement aux affirmations de TOKİ, mais profiterait en fait aux classes aisées comme logements de luxe ou centres de shopping pour le groupe de personnes à revenu élevé.¹⁰⁹ D'après Jean-François Pérouse, directeur du *French Institute of Anatolian Studies* à Istanbul, seulement 15 pourcent des immeubles possédés par TOKİ seraient de «vrais logements sociaux» avec un loyer maximal de 200 livres turques par mois.¹¹⁰

5 Accès à l'aide sociale et d'autres soutiens étatiques pour assurer les moyens de subsistance et les bases d'existence

Protection sociale pas une priorité pour le gouvernement turc. En 2012, 12.8 pourcent¹¹¹ du produit intérieur brut (PIB) a été consacré à la protection sociale en Turquie.¹¹² A titre comparatif, l'Allemagne a consacré 31.5 pourcent de son PIB à la sécurité sociale en 2009.¹¹³ En 2012, les dépenses publiques et les prestations non contributives à l'aide sociale en Turquie se montaient à 0.7 pourcent.¹¹⁴ Les pays de l'*Union européenne* consacrent en moyenne 2.5 pourcent de leur PIB à l'aide sociale.¹¹⁵

¹⁰⁸ Toki.gov.tr, Housing Programs, sans date (consulté le 4 novembre 2015): www.toki.gov.tr/en/housing-programs.html.

¹⁰⁹ ReflectionsTurkey, Turkey's Second Privatization Agency: TOKI, article de mai 2012: www.reflectionsturkey.com/?p=489.

¹¹⁰ Mena Post, Social housing in Turkey: focus on TOKI administration, article du 6 avril 2015: www.mena-post.com/2015/04/06/social-housing-in-turkey-focus-on-toki-administration/.

¹¹¹ Environ 7.8 pourcent pour les assurances sociales telles que la prévoyance vieillesse et l'assurance chômage, 0.7 pourcent pour l'aide sociale et des prestations à caractère non contributif, et 4.3 pourcent pour le domaine de la santé publique.

¹¹² Oguz Karadeniz pour le compte de l'European Commission DG Employment, Social Affairs and Inclusion, Annual National Report 2012 – Pensions, Health Care and Long-term Care – Turkey, mars 2012, p. 6: http://socialprotection.eu/files_db/1298/asisp_ANR12_TURKEY.pdf.

¹¹³ Socialprotection.eu, Deutschland, consulté le 27 octobre 2015: <http://socialprotection.eu/>.

¹¹⁴ Oguz Karadeniz pour le compte de l'European Commission DG Employment, Social Affairs and Inclusion, Annual National Report 2012 – Pensions, Health Care and Long-term Care – Turkey, mars 2012, p. 6.

¹¹⁵ Daily News, Turkey increases social charity budget to over 20 billion liras, article du 21 août 2014: www.hurriyetdailynews.com/turkey-increases-social-charity-budget-to-over-20-billion-liras.aspx?pageID=238&nID=70704&NewsCatID=341.

Seulement 24 pourcent des femmes couvertes par l'assurance sociale. En vertu de l'article 60 de la Constitution turque, toute personne a droit à la sécurité sociale.¹¹⁶ En Turquie, la protection sociale est basée sur deux composantes: l'assurance sociale soumise à cotisations¹¹⁷ et l'assurance sociale à caractère non contributif.¹¹⁸ Seulement 24 pourcent de toutes les femmes sont couvertes par l'assurance sociale, alors que 76 pourcent des hommes le sont.¹¹⁹

L'aide aux chômeurs est réservée aux personnes contributrices. L'assurance-chômage relève de la compétence de l'office étatique *İşkur*.¹²⁰ En vertu de la loi sur l'assurance-chômage no 4447, uniquement les personnes ayant perdu leur emploi sans être fautives et ayant payé des cotisations à l'assurance-chômage pendant une certaine durée¹²¹ peuvent bénéficier de prestations d'assurance.¹²² Seule une petite proportion des chômeurs tire un revenu de l'assurance-chômage.¹²³

Personnes d'ethnie kurde et femmes seules discriminées lors du choix des bénéficiaires de l'aide sociale. La loi 3294 *Law on Social Assistance and Solidarity Fund* (SASF) s'adresse aux citoyennes et citoyens appauvris et indigents qui ne reçoivent aucun revenu des assurances sociales.¹²⁴ Le SASF a été fondé en 1986 en tant que fonds. Toutes les institutions publiques d'assistance sociale, telles que le *General Directorate of Social Assistance and Solidarity* (SYDGM) et la *Social Services and Childcare Organization* (SHÇEK) ont en principe recours à ce fonds.¹²⁵ D'après Aydin Apaydin, auteur du travail de master « *Social Assistance as a Poverty Alleviation Strategy; Case of Altındağ Social Assistance And Solidarity Foundation* », seules les

¹¹⁶ Constitution de la République de Turquie, article 60: «Article No 60: Everyone has the right to social security. The state shall take the necessary measures and establish the organization for the provision of social security.» Source: EU and Foreign Relations Department, Social Security System in Turkey, consulté le 27 octobre 2015: www.coe.int/t/dg3/sscssr/Source/PensionSemZag/Pres_trukey.ppt.

¹¹⁷ Le système d'assurance sociale repose sur deux branches principales: l'assurance à long terme (prévoyance vieillesse et invalidité, prévoyance survivants) et l'assurance à court terme (accidents de travail, maladies liées au travail ou autre, congés maternité).

¹¹⁸ Council of Europe, Introduction of the Social Security System in Turkey, consulté le 27 octobre 2015: www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialsecurity/Source/Missceolntroductions2013/TR-Introduction.pdf.

¹¹⁹ Heinrich Böll Stiftung North America, A Commentary on Turkey's Growth Strategy, février 2015, p. 7: https://us.boell.org/sites/default/files/3-11-15-a_commentary_on_turkey_s_growth_strategy_2.pdf.

¹²⁰ Council of Europe, Introduction of the Social Security System in Turkey, consulté le 27 octobre 2015.

¹²¹ Contributions pendant 120 jours avant la fin du contrat de travail, et durant au moins 600 jours au cours des trois dernières années.

¹²² İşkur, Job Seeker – Insurance, consulté le 27 octobre 2015: www.iskur.gov.tr/en-us/jobseeker/insurance.aspx.

¹²³ Heinrich Böll Stiftung North America, A Commentary on Turkey's Growth Strategy, février 2015, p. 7.

¹²⁴ EU and Foreign Relations Department, Social Security System in Turkey, consulté le 27 octobre 2015: www.coe.int/t/dg3/sscssr/Source/PensionSemZag/Pres_trukey.ppt.

¹²⁵ Selon Hakan Yılmaz, le SASF propose diverses formes d'aide sociale: l'assistance sociale périodique, qui a pour but de couvrir les besoins quotidiens urgents des personnes indigentes, tels que la nourriture, les vêtements, le chauffage, les soins de santé, le logement et l'éducation. En outre, il y a les programmes de Conditional Cash Transfer, des aides dans les domaines de la santé et de la formation, ainsi que l'assistance familiale. Source: Yılmaz, Hakan; Emil, Ferhat, Social Expenditures at Different Levels of Government: Turkey. A Background Study Prepared for World Bank Social Policy Work, 2010, p. 14; in Aydin Apaydin, Social Assistance as a Poverty Alleviation Strategy; Case of Altındağ Social Assistance And Solidarity Foundation, A Thesis Submitted to the Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, septembre 2011, p. 67-108.

personnes qui ne sont pas couvertes par une assurance sociale et qui sont considérées comme indigentes peuvent percevoir l'aide sociale. Il n'existe pas de définition officielle de l'indigence.¹²⁶ Selon Erdem Yörük (PhD, *Johns Hopkins University*), professeur assistant au sein du département de sociologie de l'université de Koç à Istanbul, seuls les plus pauvres («*the poorest*») ayant un revenu mensuel ne dépassant pas 100 dollars ont droit à l'aide sociale. Par ailleurs, les dispositions du SASF seraient très vagues, laissant ainsi une large marge de manœuvre aux organes locaux quant au choix des personnes pouvant bénéficier ou non de l'aide sociale. Ces organismes sont composés de représentants des gouvernements locaux et décideraient en fonction de critères politiques, ethniques et religieux. L'appartenance à l'ethnie kurde constituerait clairement un inconvénient, particulièrement au regard de l'éclatement récent du conflit. En outre, les familles seraient principalement en mesure de recevoir l'aide sociale, les femmes seules n'auraient en revanche que peu de chances. Une personne ayant déposé une demande d'asile en Europe verrait également réduites ses possibilités d'obtenir une aide sociale.¹²⁷

L'aide sociale étatique ne suffit pas pour survivre. Selon diverses sources, l'aide sociale publique ne suffirait pas pour survivre.¹²⁸ En outre, les *Cash Benefits* ne seraient fournis que de manière temporaire et irrégulière.¹²⁹

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Turquie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faîtière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter

¹²⁶ Aydin Apaydin, *Social Assistance as a Poverty Alleviation Strategy; Case of Altındağ Social Assistance And Solidarity Foundation*, A Thesis Submitted to the Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, septembre 2011, p. 67-108.

¹²⁷ Renseignement e-mail d'Erdem Yörük à l'OSAR du 5 novembre 2015.

¹²⁸ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015; renseignement e-mail d'Erdem Yörük à l'OSAR du 5 novembre 2015; Aydin Apaydin, *Social Assistance as a Poverty Alleviation Strategy; Case of Altındağ Social Assistance And Solidarity Foundation*, A Thesis Submitted to the Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, septembre 2011, p. 67-108.

¹²⁹ Renseignement e-mail de Nebahat Akkoc à l'OSAR du 19 novembre 2015; renseignement e-mail d'Erdem Yörük à l'OSAR du 5 novembre 2015.